
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Marché public relatif aux travaux de sûreté et raccordement site du nouveau bâtiment 875, sur le site
CEA de Cadarache (13)**

Mode de passation du marché public	Marché à procédure adaptée
Homogénéité des besoins	Opérations de travaux
Code CPV	45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques 45312000-7 Travaux d'installation de systèmes d'alarme et d'antennes
Nomenclature ASNR	ASNR 2025-014

POUVOIR ADJUDICATEUR

ASNR (Siège social)
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTROUGE
Tél. : 01 58 35 88 88

Interlocuteurs

Interlocuteurs ASNR

Affaire suivie **administrativement** par :

Guillaume BARRAL
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)
Téléphone : 01.58.35.91.56
Courriel : guillaume.barral@asnr.fr

Affaire suivie **techniquement** par :

Jean-Pierre SOUBIRA
ASNR/DSSP/DDIS/CPPI
Téléphone : 04.42.19.97.42
Courriel : jean-pierre.soubira@asnr.fr

Interlocuteurs Titulaire

Raison sociale :

Adresse :

Courriel :

Numéro tiers Chorus :

Code SAP :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule	3
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	6
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché	7
ARTICLE 5 - Durée	8
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	9
ARTICLE 7 - Modalités de règlement	10
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	14
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché	15
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	23
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE.....	23
ARTICLE 12 - Clauses relatives au développement durable	24
ARTICLE 13 - Protection des données à caractère personnel.....	25
ARTICLE 14 - Pièces et attestations à fournir	26
ARTICLE 15 - Propriété intellectuelle.....	27
ARTICLE 16 - Modifications du marché public.....	28
ARTICLE 17 - Assurances.....	31
ARTICLE 18 - Nantissement	32
ARTICLE 19 - Retenue de garantie	33
ARTICLE 20 - Pénalités	34
ARTICLE 21 - Prime d'avance	36
ARTICLE 22 - Résiliations.....	37
ARTICLE 23 - Règlement des différends	38
ARTICLE 24 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-Travaux.....	39
Annexe n°1 : Description du traitement des données à caractère personnel	40
Annexe n°2 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'ASNR.....	43

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR.

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Le « **maître de l'ouvrage** » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Le « **maître d'œuvre** » est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le maître de l'ouvrage ou son mandataire, afin d'assurer la conformité architecturale, technique et économique de la réalisation du projet objet du marché, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement. Les documents particuliers du marché mentionnent le nom et l'adresse du maître d'œuvre. Si le maître d'œuvre est une personne morale, il désigne la personne physique qui a seule qualité pour le représenter, notamment pour signer les ordres de service.

La « **réception** » est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Cet acte est le point de départ des délais de garantie dans les conditions fixées au chapitre V du présent CCAG

Est un **prix forfaitaire** tout prix qui rémunère le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui soit est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, soit ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Est un **prix unitaire** tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini à l'alinéa précédent, notamment tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre évaluatif.

Le **délai d'exécution des travaux** est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux

Nota bene : Le terme d'accord-cadre s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

3.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet les travaux de sureté et raccordement site du nouveau bâtiment 875, sur le site CEA de Cadarache (13).

3.2 - TYPE DE MARCHE

Le présent marché constitue un marché ordinaire.

3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Les prestations prévues au sein du présent marché sont les suivantes :

- les études d'exécution complètes,
- la mise en place des liaisons entre le bâtiment 875 et le site, pour assurer les remontées d'alarme vers le PC FLS du site (DI, AI, synthèse technique),
- la mise en place des équipements de contrôle d'accès propre à l'ASNR,
- le raccordement site de la sonorisation de sécurité propre à l'ASNR,
- le raccordement du bâtiment aux différents réseaux fibre et cuivre (DATA ASNR),
- la reprise des réseaux TEA, téléphone, informatique et sécurité du bâtiment 325.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges référencé ASNR/DSSP/DDIS/2025-00027 du 31/03/2025 et ses annexes.

3.4 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Annexe financière (AF)
 - Annexe n°2 : Acte de sous-traitance, le cas échéant (AST)
 - Annexe n°3 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- **2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Modèle de bon de commande ou d'ordre de service
 - Annexe n°2 : Description du traitement de données à caractère personnel
 - Annexe n°3 : Accès et coordonnées des différents sites de l'ASNR
 - Annexe n°4 : Questions – réponses lors de la procédure
- **3. Le Cahier des charges (CCTP) référencé ASNR/DSSP/DDIS/2025-00027 du 31/03/2025 ou tout document qui en tient lieu et ses annexes :**
 - Annexes Anoxie :
 - Annexe 09 – Modèle coffret GAZ
 - Annexe 10 – Implantation anoxie
 - Annexes Contrôle accès :
 - Annexe 11 – Implantation CA
 - Annexes Bâtiment :
 - Annexe 12 – Plan d'implantation CFO-CFA RDC_0
 - Annexe 13 – SYN-CFO_0
 - Annexe 14 – SYN -CFA_0
 - Annexes TEA:
 - Annexe 01 – NTE-24-120 ind 1
 - Annexe 02 – NTE 24-058 IND 1
 - Annexe 03 – NTE 24-082 IND 1
 - Annexe 04 – Baie ESL
 - Annexe 05 – Coffret Chargeur
 - Annexe 06 – Coffret PUL
 - Annexe 07 – Coffret interface incendie
 - Annexe 08 – Armoire API-BR
- **4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) en vigueur à la date de notification du marché et applicables aux marchés de travaux (CCAG-Travaux)**
- **5. Le planning d'exécution des travaux qui deviendra contractuel à l'issue d'une mise au point entre l'ASNR et le Titulaire lors de la réunion préparatoire**
- **6. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **7. L'acte de sous-traitance**

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - DUREE

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'expiration de la période de garantie.

Son début d'exécution est fixé à sa date de notification.

5.2 - RECONDUCTION

Le marché n'est pas reconductible.

5.3 - DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux sera précisé dans l'offre du titulaire. Le délai d'exécution des travaux ne pourra être supérieur à 7 (sept) mois, période de préparation, d'approvisionnement inclus, à compter de la date de notification du marché. Les travaux devront être terminés et réceptionnés au plus tard, le 30/11/2025.

5.4 - PROLONGATION DE LA DUREE DU MARCHE

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié pour les conditions énumérées ci-dessous. En dehors de celles-ci, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Ainsi, justifient une prolongation de la durée :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est proposée par le maître d'œuvre après avis du titulaire, et décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui la notifie au titulaire.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière (DPGF) à l'acte d'engagement.

6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte et les prix sont établis de telle sorte qu'aucune prestation ne soit à fournir par le maître d'ouvrage. Le cas échéant, les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

6.4 - TYPE DE PRIX

Le présent marché s'exécute à prix fermes et demeurent invariés pendant toute sa durée.

Actualisation des prix

En l'absence de prix révisable et si un délai supérieur ou égal à quatre (4) mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire, alors en qualité de candidat, a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations (notification du marché), les prix du marché seront actualisés à compter de la date de début d'exécution du marché.

Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période ferme d'exécution. Il pourra être actualisé dans les conditions mentionnées ci-dessus.

L'actualisation est régie par les dispositions suivantes :

L'indice utilisé est : BT 47 Electricité – Base 2010 (Identifiant 001710979)

Formule utilisée : $P1 = P0 (0.3 + 0.7 \times S1/S0)$

Avec :

- ✚ P1 : prix de règlement après l'actualisation ;
- ✚ P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;
- ✚ S1 : dernier indice publié quatre mois avant la date de début d'exécution des prestations (date de notification du marché) ;
- ✚ S0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres (Mai 2025).

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - FINANCEMENT DU MARCHE

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'ASNR.

7.2 - AVANCES

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant du marché toutes taxes comprises.

7.3 - ACOMPTES

7.3.1 - Demande de paiement mensuelles

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes mensuels :

- jusqu'à 90% du montant HT du marché sera facturé mensuellement et proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier;
- le solde sera facturé à la signature par le Titulaire du décompte général définitif des travaux.

Les situations mensuelles établies comme indiquées ci-dessus sont établies avant le 25 du mois auquel elles se rapportent et remis au maître d'œuvre pour accord.

Cet état comprend les ouvrages exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de situation.

Les demandes de paiement d'acomptes par le Titulaire et les sous-traitants payés directement sont adressées au maître d'œuvre ou à défaut au maître d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte, pour le mois n, valant procès-verbal de service fait et servant de base au versement d'acompte au Titulaire.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début, abstraction faite des pénalités. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, avec l'effet de l'actualisation des prix le cas échéant, hors TVA. Le projet de décompte mensuel précise ensuite les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service d'acceptation des travaux supplémentaires s'appliquent.

Lorsque des réfections ont été fixées, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel suit le cadre proposé par la plateforme Chorus PRO.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si la prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas terminée : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution des prestations.

Le projet de décompte mensuel établi par le Titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché. Le Titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Titulaire.

Le maître d'œuvre ou à défaut le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le Titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le projet de décompte mensuel.

Une retenue de garantie de 3 ou 5% suivant la taille du titulaire sera appliquée sur chaque facture mensuelle pour couvrir la durée de la garantie de parfait achèvement des travaux. Cette retenue sera remboursée dans le mois suivant l'expiration de la garantie de parfait achèvement, à condition qu'aucune réserve ne subsiste.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

7.3.2 - **Accomptes mensuelles**

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre ou à défaut le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire. Le maître d'œuvre ou à défaut le maître d'ouvrage dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte;
- e) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le maître d'œuvre notifie au Titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du Titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du Titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

7.3.3 - **Demande de paiement final**

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations et travaux, ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution du contrat dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations et travaux réellement exécutés.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du contrat comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci.

Le Titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, au plus tard trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le maître d'ouvrage après visa du maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le Titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises.

7.3.4 - Décompte général et définitif - solde

Etant donné que le marché est à prix global et forfaitaire, ferme et non révisable, le Décompte Général et Définitif s'établira au montant du forfait, actualisé le cas échéant. Seul le détail des modifications est à porter au décompte.

Le projet de décompte général comprend :

- le décompte final,
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel,
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le maître d'œuvre s'il y en a un transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage qui le rectifie le cas échéant.

Le projet de décompte général est signé par le représentant habilité de l'ASNR après visa et approbation du maître d'œuvre et devient alors le décompte général.

Le représentant habilité de l'ASNR notifie au Titulaire le décompte général au plus tard 40 jours après la date de remise du projet de décompte final par le Titulaire.

Dans un délai maximal de 30 jours à partir de la notification du décompte général, le Titulaire renvoie à l'ASNR, le décompte général revêtu de sa signature. Il devient le décompte général définitif du contrat. Le Titulaire est le seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général : sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Le décompte général définitif lie définitivement les parties. Le décompte général définitif sera produit en quatre exemplaires.

7.4 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

Sans objet.

7.5 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « **n° de contrat 50000XXX et/ou n° commande 3X00XXXX et/ou le numéro de l'ordre de service commençant par 34000XXXX** », en **page de garde de l'acte d'engagement**.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 12 du CCAG-Travaux en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.6 - CESSION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats (ASNR – Direction Administrative et Financière – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.7 - DELAI DE PAIEMENT

7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application des articles L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - MARCHES SIMILAIRES

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations similaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8.2 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le présent marché ne relève de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - Obligation de confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'ASNR. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'ASNR pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

9.3 - LIEU(X) D'EXECUTION

Le marché s'exécute dans le lieu suivant dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP.

☒ Dans les locaux du Titulaire étant entendu que le Titulaire se rend, en tant que de besoin, dans les locaux de l'ASNR

- ☐ Montrouge, Siège social de l'ASNR (92)
- ☐ Antenne régionale de ...
- ☐ Fontenay aux Roses,
- ☒ Cadarache (13)
- ☐ Cherbourg-Octeville (50)
- ☐ Le Vésinet (78)
- ☐ Orsay (91)
- ☐ Saclay (91)
- ☐ Vairao (Tahiti, Polynésie française)
- ☐ Les Angles – Avignon (70)
- ☐ Tournemire

Au titre de sa présence dans les locaux de l'ASNR, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation ;

L'ASNR se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'ASNR au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'ASNR pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

Droit de contrôle de la réalisation des prestations

L'ASNR peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'ASNR.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'ASNR peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

- Avant la réalisation des travaux :
 - Le dossier des études d'exécution
- Après la réalisation des travaux :
 - Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) tels que mentionnés à l'article 4.5 du cahier des clauses techniques particulières

9.5 - INTERVENTIONS D'AUTRES INTERLOCUTEURS

Outre, les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties précisées au sein de l'acte d'engagement, les autres interlocuteurs agissant dans le cadre du présent marché sont les suivants :

Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par la Cellule Programme Projet Immobilier (CPPI) de l'ASNR en relation avec la maîtrise d'œuvre des macro-lots travaux du projet « Bâtiment ».

Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

L'OPC est assuré par la Cellule Programme Projet Immobilier (CPPI) de l'ASNR en relation avec l'OPC des macro-lots travaux du projet « Bâtiment ».

Contrôle technique

Le contrôleur technique sur ces travaux est la société Apave sise 75 rue Paul Sabatier – 13090 Aix-en-Provence représentée par Madame Mélanie GRASA (Mail : melanie.grasa@apave.com)

Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le coordinateur SPS sur ces travaux est la société Apave Infrastructure et Protection sise 8 rue Jean-jacques Vernazza – 13322 Marseille Cedex 16 en lien avec l'Ingénieur sécurité (ISE) de l'ASNR.

représentée par M. Leo PULIZZI (Mail : leo.pulizzi@apave.com / Tel : 04.96.15.22.60)

9.6 - EXECUTION DES PRESTATIONS

9.6.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du présent marché doivent être conformes aux normes visées par les pièces contractuelles du marché.

9.6.2 - Implantation des ouvrages

Ces opérations sont à la charge du Titulaire et sont comprises dans l'offre.

9.6.3 - Préparation, coordination et exécution des travaux

Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation.

- **Le Titulaire** devra :
 - Dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
 - Soumettre au visa du maître d'œuvre dans le délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché prescrivant le démarrage des travaux.
 -
- **Chaque entrepreneur** (y compris cotraitants et sous-traitants) :
 - doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité en lien avec les services de la maîtrise d'ouvrage. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur ou à défaut de coordonnateur au service de

la maîtrise d'ouvrage dans un délai de dix (10) jours à compter du début de la période de préparation.

- **Le coordonnateur SPS** en lien avec l'Ingénieur sécurité *doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.*

Durant cette période de préparation, il est procédé aux opérations suivantes:

- Le **maître d'ouvrage** *réalise le référé préventif si cela s'avère nécessaire,*
- Le **maître d'œuvre ou à défaut le maître d'ouvrage** *donne son visa les plans d'exécution,*
- Le **Titulaire** :
 - *Etablit et présente au visa du maître d'œuvre les documents liés aux travaux*
 - *Etablit et présente au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG dans le délai mentionné ci-avant,*
 - *Obtient le cas échéant les autorisations administratives nécessaires pour l'installation de chantier et pour réaliser les travaux*
 - *Etablit et présente les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG-Travaux,*
 - *Etablit, le cas échéant, les dossiers de demande de raccordement auprès des concessionnaires,*
 - *Etablit un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS en lien avec les services de la maîtrise d'ouvrage. Cette obligation est applicable à chaque Titulaire participant aux travaux (Titulaire et sous-traitants). Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de dix (10) jours maximum à compter du début de la période de préparation.*
 - *Participe à la mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)*

Organisation des réunions de chantier

Les réunions suivantes seront réalisées :

- la réunion de lancement, à compter de dix (10) jours après la notification du marché ;
- les réunions de suivi en cours d'exécution des travaux (autant que de besoin) et toutes les réunions prévues par les pièces techniques ;
- A tout moment, une réunion non initialement planifiée pourra être organisée, sur l'initiative de l'ASNR, du maître d'œuvre ou du Titulaire, si le contexte l'exige, sans rémunération complémentaire.
- Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire et la Maître d'œuvre sous 5 jours ouvrés à compter de la réunion et soumis à l'accord préalable de l'ASNR avant toute diffusion.

Registre de chantier

Le cas échéant, un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

9.6.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS **et à l'ingénieur Sécurité**:

- *le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité (PSPS) dans le délai susmentionné ci-avant ;*
- *tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;*
- *la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;*
- *dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;*
- *les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;*
- *tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur et l'ingénieur Sécurité ;*
- *la copie des déclarations d'accident du travail.*

En outre, le Titulaire :

- *S'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS, l'ingénieur Sécurité et les intervenants ;*
- *Informe le coordonnateur SPS et l'ingénieur Sécurité en faisant office de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;*
- *Donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS et l'ingénieur Sécurité ;*
- *Visite toutes les observations consignées dans le registre journal ;*
- *Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.*

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

9.6.5 - Etudes d'exécution (plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail)

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique ou à défaut au service de la maîtrise d'ouvrage dans les conditions suivantes :

- le maître d'œuvre les renvoie au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard sept (7) jours après leur réception.
- le contrôleur technique ou à défaut les services de la maîtrise d'ouvrage vise tous les plans d'exécution, notes de calculs et spécifications à l'usage du chantier mentionné au présent CCAP.
- le Titulaire tient à jour un tableau de saisie des visas des plans et transmet ce document au maître d'œuvre tous les dix (10) jours.

9.6.6 - Installation et organisation du chantier

Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier conformément à la réglementation en vigueur y compris la totalité des fluides liés au chantier (abonnements et consommations).

Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Garde du chantier

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent est à la charge du Titulaire du marché.

9.6.7 - Dispositions particulières en cours de chantier

Les travaux seront réalisés dans un site en exploitation.

9.6.8 - Achèvement du chantier

Gestion des déchets de chantier

Le Titulaire veille à ce que les travaux et prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des travaux, sur simple demande du représentant de l'ASNR ou du Maître d'œuvre.

La valorisation ou l'élimination des déchets générée par le présent marché est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du Titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le Titulaire devra effectuer le repliement des installations de chantier et la remise en état des espaces occupés à la fin des travaux, dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de notification de la décision de réception.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, le Titulaire doit procéder à :

- l'enlèvement ou la restitution des installations et ouvrages provisoires établis par lui, ou mis à sa disposition par l'ASNR, à l'exclusion de ceux que l'ASNR veut conserver sur les lieux,
- la libération des locaux mis à sa disposition,
- le nettoyage et la remise en état des lieux.

Documents à fournir après exécution du marché

Le Titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents et plans prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

9.6.9 - Opérations de réception des travaux et mise à disposition des ouvrages ou parties d'ouvrages

Estimation de la fin des travaux

Le titulaire avise, à la fois, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de sept (7) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Dispositions applicables à la réception (délai de levée des réserves et de traitement des imperfections, des malfaçons, des problèmes de fonctionnement des équipements dans le cadre de la garantie de parfait achèvement)

L'exécution des travaux doit aboutir à la livraison à l'ASNR, au jour de la réception, d'un ouvrage achevé dans les conditions de qualité prévues aux documents contractuels ou à défaut, aux meilleures conditions de qualité prévues par les D.T.U. ou les règles de l'art.

Les opérations préalables à la réception sont :

- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- la reconnaissance de l'état des lieux livrés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au marché.

La réception fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'ASNR et le maître d'œuvre et signé par ces parties. Si le Titulaire refuse de signer, il en est fait mention. Si la réception peut être prononcée, l'ASNR mentionne la date d'achèvement des travaux ainsi que les réserves dont est assortie éventuellement la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes. Le délai de levée des réserves, pendant lequel le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons, est de soixante (60) jours porté à quatre-vingt-dix (90) jours en cas d'approvisionnement.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, l'ASNR peut les faire exécuter par une autre entreprise aux frais et risques du Prestataire sans qu'il puisse s'y opposer.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Réception partielle

En cas de réception partielle, les dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux s'appliquent.

9.6.10 - Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par l'ASNR, soit au moyen de réserves mentionnés au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour les vices, malfaçons ou désordres constatés ou relevés postérieurement à la réception.

Les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la date de signature du procès-verbal de réception ou, en cas d'une réception partielle des ouvrages, à compter de la date d'effet de cette réception partielle des ouvrages.

Le délai de traitement des imperfections, des malfaçons, des problèmes de fonctionnement des équipements dans le cadre de la garantie de parfait achèvement est de 60 jours porté à 90 jours en cas d'approvisionnement.

Si pendant ce délai de garantie, les travaux qui se révèlent nécessaires n'ont pas été exécutés par l'entreprise dans le délai qui lui est imparti par l'ASNR dans l'ordre de service les prescrivant ou à défaut dans un délai maximum de trois (3) mois, l'ASNR pourra faire procéder à l'exécution desdits travaux, par toute entreprise de son choix, aux frais, risques et périls du Titulaire.

Si à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncées dans les ordres de service, le délai de garantie peut être prolongé par décision de l'ASNR, jusqu'à exécution complète des travaux et prestations, que ceux-ci soient assurés par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office.

Cette décision notifiée au Titulaire fera opposition à la libération de la retenue de garantie, garantie à première demande ou à la levée de la caution personnelle prévue au contrat.

9.6.11 - Garantie décennale

Le Titulaire garantit ses ouvrages et équipements dans les conditions définies aux articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil.

9.7 - POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE

9.7.1 - En cas de défaillance du Titulaire

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire ne doit pas établir un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

11.1 - CONDITIONS DE SOUS-TRAITANCE

L'ASNR autorise le Titulaire à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants, et de l'agrément de leurs conditions de paiements par l'ASNR.

La sous-traitance est limitée à deux rangs.

Le défaut de déclaration de sous-traitance est sanctionné par les dispositions définies par l'article « Pénalités » et « résiliation » du présent document.

11.2 - ACCEPTATION DE SOUS-TRAITANCE

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du contrat doit joindre à la demande d'acceptation de sous-traitance les documents suivants :

- Les attestations de déclaration et de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales permettant de justifier la situation du sous-traitant au 31 décembre de l'année précédant la demande d'acceptation,
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction visée à l'article 50 de la loi n°52-401 du 14 avril 1952 modifiée par l'article 56 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, ou d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays,
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ou une justification de l'inscription au répertoire des métiers,
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile, et le cas échéant une attestation d'assurance « responsabilité décennale »,
- Une copie du projet de contrat de sous-traitance.

Le Titulaire doit présenter les demandes d'acceptation des sous-traitants potentiels dans un délai suffisant, au minimum de trois semaines pour en permettre l'instruction avant tout commencement des prestations sous-traitées. Eu égard au respect des délais contractuels, le Titulaire ne peut se prévaloir des délais d'instruction d'une demande ou du refus d'acceptation d'un sous-traitant par l'ASNR, pour justifier d'un retard dans l'exécution de ses prestations

11.3 - CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Le titulaire doit respecter dans les contrats avec les sous-traitants, l'ensemble des obligations et des spécifications du contrat relatives aux prestations sous-traitées.

ARTICLE 12 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

12.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché ne présente pas de clause environnementale..

12.2 - CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

12.3 - CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 13 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.

ARTICLE 14 - PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

ARTICLE 15 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1 - DEFINITION DES TERMES PROPRES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « **savoir-faire** » : est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;

2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;

3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « **connaissances antérieures** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers du marché.

Les « **tiers désignés dans le marché** » : désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'ASNR pour l'utilisation des résultats.

15.2 - REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est choisi d'appliquer le régime de propriété intellectuelle prévu par le CCAG.

ARTICLE 16 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

16.1 - CLAUSES DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En raison des évolutions technologiques et normatives susceptibles d'apparaître à tout moment en cours d'exécution du contrat ;
- En raison de travaux supplémentaires devenus nécessaires et imprévisibles au moment du dépôt des offres ;
- Nécessité de prolonger ou de modifier les délais d'exécution en cas de circonstances échappant à la responsabilité du Titulaire ;
- En raison de l'apparition d'événements extérieurs aux parties, et notamment une crise sanitaire, un événement touchant la sûreté nucléaire, etc. ;
- En raison de prestations similaires supplémentaires telles que prévues par l'article R2122-7 du code de la commande publique ;
- En raison d'un changement de Titulaire rendu nécessaire par une opération cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce ;
- - En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

16.2 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Augmentation du montant des travaux

Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché tels qu'ils ont été définis en tenant compte éventuellement des prix nouveaux ou devenus définitifs en application. Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus.

Dans le cas d'un marché à tranches optionnelles, le montant des travaux et le montant contractuel des travaux définis ci-dessus comprennent, outre le montant de la tranche ferme, celui des tranches optionnelles dont.

Le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou encore de toute cause de dépassement autre que celles qui sont énoncées ci-dessous.

Le titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si le montant des travaux de cette espèce n'excède pas le dixième du montant contractuel des travaux.

Dès lors, le titulaire peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent s'il établit que le montant cumulé de ces travaux prescrits par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède le dixième du montant contractuel des travaux. Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'ouvrage, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les travaux. Une copie de la lettre de refus est adressée au maître d'œuvre. Si l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à l'augmentation limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite. L'augmentation limite est fixée :

- pour un marché à prix forfaitaires, à 5 % du montant contractuel ;

- pour un marché sur prix unitaires, à 25 % du montant contractuel ;
- pour un marché dont l'ensemble des prestations est rémunéré suivant une formule mixte, à la moyenne des augmentations limites correspondant aux divers modes de rémunération intervenant dans la formule, cette moyenne étant pondérée au prorata de l'importance respective de l'intervention de chacun de ces modes. Si le marché comporte, suivant les travaux, plusieurs des modes de rémunération ci-dessus, l'augmentation limite est fixée à la somme des augmentations limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit. Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, trente jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Si le titulaire n'avise pas le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans le délai fixé à l'alinéa précédent, il est tenu d'arrêter les travaux à la date où le montant exécuté atteint le montant contractuel. Les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés. Dix jours au moins avant la date probable mentionnée ci-dessus, le maître d'œuvre notifie au titulaire, s'il y a lieu, par ordre de service, la décision d'arrêter les travaux prise par le maître d'ouvrage.

Lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, si l'ordre de service du maître d'œuvre n'a pas été notifié dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, le titulaire poursuit les travaux, dans la limite des plafonds fixés.

Lorsque les travaux exécutés atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les travaux qui sont exécutés au-delà des plafonds ne sont pas payés.

Les mesures conservatoires à prendre à l'arrêt du chantier, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Dans les quinze jours qui suivent tout ordre de service ayant pour effet d'entraîner une modification du montant des travaux, le maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de cette modification et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché. Si l'ordre de service prescrit des travaux de l'espèce, l'estimation précédente indique la part correspondant à ces travaux.

Les stipulations qui précèdent ne concernent pas les accords-cadres à bons de commande pour lesquels le titulaire n'est engagé que dans la limite du montant maximal des travaux qui y est spécifié.

Diminution du montant des travaux

Si la diminution du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à la diminution limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite.

La diminution limite est fixée :

- pour un marché à prix forfaitaires, à 5 % du montant contractuel ;
- pour un marché sur prix unitaires, à 20 % du montant contractuel ;
- pour un marché dont l'ensemble des prestations est rémunéré suivant une formule mixte, à la moyenne des diminutions limites correspondant aux divers modes de rémunération intervenant dans la formule, cette moyenne étant pondérée au prorata de l'importance respective de l'intervention de chacun de ces modes.

Si le marché comporte, suivant les travaux, plusieurs des modes de rémunération ci-dessus, la diminution limite est fixée à la somme des diminutions limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

Les stipulations qui précèdent ne concernent pas les accords-cadres à bons de commande comportant un minimum, pour lesquels les stipulations suivantes s'appliquent. Lorsqu'au terme de l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande, attribué à un seul titulaire le total des commandes du maître d'ouvrage n'a pas atteint le minimum fixé par l'accord-cadre, en valeur ou en quantités, le titulaire a droit à une indemnité égale à la marge nette qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum. Il lui incombe d'apporter au maître d'ouvrage les justificatifs, notamment comptables, permettant de déterminer cette marge nette. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe, dans sa demande d'indemnisation, d'apporter au maître d'ouvrage

toutes les justifications nécessaires à la détermination du montant des indemnités dans un délai de trente jours à compter du terme de l'accord-cadre.

16.3 - MODIFICATIONS DE REFERENCES EN COURS DE MARCHE

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le cahier des charges (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire ;
- que l'ASNR en ait été informé.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite à l'ASNR au plus tard un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites) :

Cette demande de changement devra être faite à l'ASNR sept (7) jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'ASNR.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet. Dans le cas où le prix unitaire du produit de remplacement serait inférieur à celui du produit remplacé, le Titulaire fera bénéficier l'ASNR d'une remise équivalente.

16.4 - CHANGEMENT LIE AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

16.5 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

17.1 - ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Au titre du présent marché de travaux, le Titulaire doit également contracter :

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17.2 - ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Sans objet.

ARTICLE 18 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 19 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire est tenu au versement de la retenue de garantie.

Elle correspond à 3% du marché pour les PME et 5% pour les autres entreprises. Elle est réalisée sur chaque facture.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 20 - PENALITES

20.1 - DETERMINATION DES PENALITES

20.1.1 - Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200€.

20.1.2 - Pénalités pour retard dans le non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

20.1.3 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'ASNR voit s'appliquer une pénalité de 1000€ par jour ouvrable de retard.

20.1.4 - Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier et autres réunions d'ordre administratif ou technique

En cas d'absence à une des réunions de chantier, d'ordre administratif ou technique, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'appliquer au titulaire sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200€, par absence constatée par le maître d'ouvrage.

20.1.5 - Pénalités pour non-respect des dispositions relatives à la gestion des déchets

Si le Titulaire ne s'exécute pas après un ordre de service et une mise en demeure restée sans effet après un délai de cinq (5) jours, les matériels, installations et objets divers non enlevés sont transportés d'office hors du chantier à ses frais et risques, avec application d'une pénalité de un pour mille du décompte général hors TVA, par jour calendaire de retard.

20.1.6 - Pénalités pour non-respect de l'environnement

En cas de non-respect de l'environnement, le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

- 150 € pour le brulage, l'enfouissement, le manquement caractérisé au tri sélectif des déchets,
- 150 € par infraction pour le non-respect des horaires du chantier, du plan de circulation, du stationnement des véhicules avec le moteur en fonctionnement, du stationnement des véhicules dans les zones non prévues à cet effet, du stockage des produits dangereux en dehors des zones réservées ainsi que la pollution des sols et des sous-sols.
- 150 € par infraction pour la végétation détériorée, les salissures sur la voie publique, le stockage de fournitures et de matériels dans les espaces non prévus à cet effet, et le non-respect des prescriptions pour les nuisances sonores.

20.2 - CUMUL DES PENALITES

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

20.3 - PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 15% du montant de référence des prestations objet du manquement.

20.4 - PLANCHER DES PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas appliqué d'exonération de pénalités de retard en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

20.5 - FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

20.6 - CARACTERES DES PENALITES

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes du marché (tranches fermes, périodes initiales ou reconduites, bons de commandes notifiées)
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours calendaires.

ARTICLE 21 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

ARTICLE 22 - RESILIATIONS

22.1 - GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

22.2 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

22.3 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 23 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 24 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Les articles suivants dérogent au CCAG-Travaux :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-Travaux en matière de confidentialité

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 8 du CCAG-Travaux en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 20.3 déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux sur le montant plafond des pénalités de retard

L'article 20.4 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux sur le montant plancher des pénalités de retard

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les présentes dispositions interviennent afin que les parties s'engagent à respecter :

- la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;
- la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 n°17-78 modifiée et la loi du 20 juin 2018 n° 2018-493.

Ces dispositions sont ci-après désignées communément sous l'appellation « Réglementation DCP ».

Les parties sont respectivement désignées :

En qualité de **SOUS TRAITANT**, en ce qui concerne le Titulaire du marché

En qualité de **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, en ce qui concerne l'ASNR.

Le prix indiqué dans le présent contrat intègre l'ensemble des actions à mener par le SOUS TRAITANT y compris toute mesure à prendre dans le cadre de l'application de la réglementation DCP, notamment mais sans s'y limiter, audit, analyses d'impact ou aux droits d'accès et réponses aux questions des personnes concernées.

Les présentes dispositions définissent les conditions dans lesquelles le SOUS-TRAITANT s'engage à effectuer pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT les opérations de traitement de données caractère personnel définies ci-après, dans le respect des dispositions de la Réglementation DCP.

Traitement [XXXX]	Description
Nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel	
Finalité(s) du Traitement des données personnelles	
Types de Données à caractère personnel traitées	<input type="checkbox"/> Nom, prénom <input type="checkbox"/> Sexe <input type="checkbox"/> Date de naissance <input type="checkbox"/> Lieu de naissance <input type="checkbox"/> Situation familiale <input type="checkbox"/> Adresse personnelle <input type="checkbox"/> Adresse email <input type="checkbox"/> Numéro de sécurité sociale <input type="checkbox"/> Numéro carte d'identité <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone <input type="checkbox"/> Statut dans l'entreprise <input type="checkbox"/> Lieu de travail <input type="checkbox"/> Données bancaires <input type="checkbox"/> Données de connexion <input type="checkbox"/> Données de localisation <input type="checkbox"/> Autres : [à préciser]
Catégories de Personnes concernées	<input type="checkbox"/> Salariés ASNR <input type="checkbox"/> Autres
Durée du Traitement par le prestataire	
Lieu du Traitement	
Sous-traitant du prestataire intervenant dans le traitement	
Délais prévus pour l'effacement des données	<input type="checkbox"/> Dès la fin du marché <input type="checkbox"/> x mois après la fin du marché

Le SOUS-TRAITANT s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance mais également à :

- a. Traiter les données conformément aux instructions documentées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT. Si le SOUS-TRAITANT considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le RESPONSABLE DU TRAITEMENT. En outre, si le SOUS-TRAITANT est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- b. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- c. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- d. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- e. Exercice des droits des personnes
 - Dans la mesure du possible, le SOUS-TRAITANT doit aider le RESPONSABLE DU TRAITEMENT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le SOUS-TRAITANT ne pourra exiger aucun paiement pour fournir les informations demandées au titre des articles 13 et 14 du RGPD.
 - Le SOUS-TRAITANT doit répondre, au nom et pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché.
- f. Notification des violations de données à caractère personnel
 - Le SOUS-TRAITANT notifie au RESPONSABLE DU TRAITEMENT toute violation de données à caractère personnel le plus tôt possible après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au RESPONSABLE DU TRAITEMENT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- g. Aide du SOUS-TRAITANT dans le cadre du respect par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de ses obligations
 - Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
 - Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
- h. Sort des données
 - Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le SOUS-TRAITANT s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au RESPONSABLE DU TRAITEMENT.
 - Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du SOUS-TRAITANT. Une fois détruites, le SOUS-TRAITANT doit justifier par écrit de la destruction.
- i. Délégué à la protection des données
 - Le SOUS-TRAITANT communique au RESPONSABLE DU TRAITEMENT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.
- j. Registre des catégories d'activités de traitement

- Le SOUS-TRAITANT déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT comprenant :
 - Le nom et les coordonnées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour le compte duquel il agit, des éventuels SOUS-TRAITANTS et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 - Les catégories de traitements effectués pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT;
 - Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
 - Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - i. la pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - ii. des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - iii. des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - iv. une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- k. Documentation
 - Le SOUS-TRAITANT met à la disposition du RESPONSABLE DU TRAITEMENT la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations du responsable du traitement à l'égard du sous-traitant

Le RESPONSABLE DU TRAITEMENT s'engage à :

- Fournir au SOUS-TRAITANT les données visées au II des présentes clauses ;
 - Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le SOUS-TRAITANT ;
 - Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du SOUS-TRAITANT ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du SOUS-TRAITANT.

L'adresse email du Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ASNR est la suivante : dpo@asnr.fr

ANNEXE N°2 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES DIFFERENTS SITES DE L'ASNR

Fontenay-aux-Roses (Siège social)

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

> Télécharger le plan d'accès général

Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

> Télécharger le plan d'accès en tramway

Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

> Télécharger le plan d'accès

Dispositions d'accès sur le site

> Télécharger le guide

Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses

Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30

12 Route du Panorama

92265 Fontenay-aux-Roses

Palette EUR ou EPAL uniquement

Cadarache

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

> Télécharger le plan d'accès

Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

Livraison à effectuer auprès de la société « MAINCO »

ZI DU CASTELLET

Rue René Pellat

A l'attention de F. COUSIN - BAT. 702

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

Le Vésinet

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

> Télécharger le plan d'accès

**Informations sur les livraisons sur le site du
Vésinet**

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

ASNR/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E

91191 GIF SUR YVETTE

Cherbourg-Octeville

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Orsay

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Saclay

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Tahiti

BP 182

98725 Vairao

Tahiti, Polynésie Française

Tél. : 00 689 54 60 17

Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le plan](#)